



Consultation publique du 14 février 2019, n°2019-003 Relative au cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France

Réponse du collectif des élus CGT du CCE d'ENEDIS

Avertissement : Notre réponse à cette consultation publique se limite au périmètre du Distributeur ENEDIS.

La CRE pose dans cette première consultation une question d'ordre général et politique sur la logique et les objectifs du cadre Tarifaire.

Pour autant, elle affirme déjà la pertinence des choix mis en œuvre ces dernières années et une volonté de poursuivre dans ce sens. Nous regrettons que le débat ne soit pas plus ouvert.

Lors de précédentes réponses aux consultations publiques, la CGT a contesté certains objectifs de la CRE et critiqué ses méthodes d'élaboration des tarifs, pour le moins complexes et peu lisibles. Par exemple, la CGT s'est toujours opposée aux mécanismes de régulation incitative.

Cela n'empêche en rien le dialogue et le partage de certains principes. En tant que promoteur d'un service public national de la distribution, nous recherchons ensemble la meilleure équation pour obtenir le meilleur rapport qualité/prix au service de la collectivité.

Nous y ajoutons une dimension sociale interne au distributeur. Malheureusement cette dimension est absente des réflexions de la CRE. Cela nous semble dommageable tant cette question influe sur la capacité du distributeur à remplir ses missions de manière efficace.

Nous avons pris le parti de ne pas répondre aux questions posées par la CRE dans son document, mais plutôt de mettre en exergue quelques éléments fondamentaux qui devraient selon nous être intégrés aux réflexions sur la définition du prochain tarif.

En premier lieu, nous tenons à attirer l'attention de la CRE sur la réalité actuelle de la qualité de service délivrée par le Distributeur.

La reprise des investissements depuis 2010 après des décennies d'abandon a effectivement amélioré les choses globalement comme le critère B le prouve. Le choix d'axer les travaux sur la haute tension et les postes sources a été judicieux.

Pour autant, le critère B national est une mesure globale qui masque une très forte disparité selon les territoires. Si les métropoles et les zones urbaines ont aujourd'hui un niveau de qualité appréciable, ce n'est pas le cas de la majorité des territoires, en particulier ruraux.

C'est un élément clef de toute analyse pour définir les besoins et un Tarif permettant d'y répondre. La CRE devrait selon nous définir un standard qualitatif minimum en tout point du territoire et construire un tarif qui permette de réduire les écarts constatés.

A défaut d'un minimum de qualité, il est illusoire de vouloir développer les nouveaux usages de l'électricité ou le numérique pour tous.

C'est un choix éminemment politique d'aménagement du territoire. La période actuelle montre une vraie sensibilité sociale sur cette question.

Cette problématique à elle seule suffit à démontrer que l'effort d'investissement consenti ces dernières années doit être poursuivi. Le maintien de cet effort dans la durée n'est pas contradictoire avec la recherche d'efficience pointée par la CRE.

Nous considérons qu'un signal fort doit être envoyé pour privilégier les investissements sur le réseau basse tension où se concentrent aujourd'hui les carences. Le manque de résilience du réseau à chacun des événements climatiques illustre ce besoin.

Au vu du développement des ENR et de l'autoconsommation, améliorer le réseau BT nous semble également un élément essentiel au système électrique post LINKY permettant de bénéficier pleinement des potentialités offertes par les nouvelles technologies.

C'est pourquoi, nous appelons la CRE à inclure dans ses travaux la mise en œuvre post période de déploiement de LINKY d'un grand projet d'investissement sur la BT.

Ce projet s'entend comme un renouvellement/renforcement des réseaux existants au regard d'un besoin de résilience pour faire face à l'intensification des événements climatiques et pour atteindre un niveau acceptable de qualité en tout point du territoire, et l'adaptation du réseau aux nouveaux besoins liés aux moyens de production décentralisés et aux nouveaux usages.

Pour être pertinent, cet investissement doit s'accompagner d'une volonté de faire évoluer le rôle du distributeur de la conduite de son réseau à son pilotage pour en faire un acteur responsable d'équilibre (au même titre et en coopération avec RTE).

Cette logique constitue y compris une réponse adaptée à l'évolution du caractère du réseau du distributeur, qui sera demain « calibré » différemment et plus « assurantiel ».

Cette question conduit à modifier la structure du tarif, avec une prise en compte accrue de la part puissance, mais différenciée selon les catégories de clients pour ne pas faire reposer la charge d'investissements particuliers sur l'ensemble de la collectivité.

Dans cette logique, la mise en place d'un timbre d'injection pour les producteurs raccordés directement sur le réseau de distribution nous semble opportune.

Nous sommes pleinement conscients de l'apport de solutions innovantes sur le réseau. Ces solutions peuvent, y compris, constituer des gisements de nouveaux emplois plus qualifiés.

Nous estimons néanmoins qu'elles ne peuvent légitimer un non investissement sur le réseau. Pour le dire autrement, les nouvelles technologies ne sauraient se substituer à une réalité industrielle « physique » consubstantielle au réseau.

De plus, elles n'auront un impact significatif et positif qu'à proportion de leur intégration sur un réseau de qualité.

Notre seconde préoccupation est d'attirer l'attention de la CRE sur la nécessité d'une vision de long terme, assez éloignée des principes exposés dans son document.

Tout d'abord, le rythme des réorganisations est trop élevé à ENEDIS d'autant qu'elles anticipent souvent le résultat de l'introduction de nouvelles technologies.

Cela génère des dysfonctionnements et des coûts. Il serait plus efficace d'expérimenter puis de mesurer les effets desdites technologies avant d'en tirer les conclusions.

C'est comme cela que nous comprenons la logique évoquée par la CRE sur la recherche et développement, et nous y adhérons pleinement sous réserve que ce principe soit étendu à l'exploitation.

Ensuite, nous revendiquons toujours un Tarif Stable défini sur le long terme, 15 ans a minima, plus en cohérence avec la durée des investissements et les contrats de concession. Cela n'empêche en rien la mise en place de mécanismes de révision dans l'intervalle.

La durée restreinte du Tarif nous semble générer des effets pervers en soi.

Alliée au principe de conservation par le distributeur du bénéfice des gains de productivité sur les charges d'exploitation, elle l'incite à privilégier une logique financière de court terme pour maximiser ses profits et versement de dividendes.

Aujourd'hui, cette logique a des effets concrets de réduction des moyens matériels d'exploitation et humains qui dégradent l'activité du distributeur et mettent en tension ses équipes.

Nous notons y compris qu'il n'existe pas de contrôle du respect par le distributeur des trajectoires négociées et retenues pour élaborer le Tarif.

De fait, cette absence de contrôle (qui devrait selon nous relever de la responsabilité d'un service de l'Etat) incite ENEDIS à détourner de leur objet les moyens qui lui sont alloués, essentiellement pour gonfler ses bénéfices et répondre aux injonctions de sa maison-mère.

C'est un problème majeur.

En outre, la dimension sociale ne devrait pas être absente des réflexions de la CRE, non seulement en terme de moyens nécessaires, mais aussi d'exemplarité d'un service public.

Ainsi, l'objectif devrait porter sur la stabilisation du niveau des effectifs à ceux de 2013 (36053) et encourager à leur évolution structurelle pour contribuer à l'objectif d'efficience des charges d'exploitation mis en avant par la CRE pour en contenir la hausse à un niveau raisonnable et acceptable pour les usagers (objectif que nous partageons).

Pour cela, nous proposons la mise en place de mécanismes incitant à une évolution du distributeur visant à des modifications de son organisation et de sa structure d'effectifs pour réduire le dimensionnement de ses fonctions centrales aux bénéfices des emplois opérationnels dans les régions...Mais aussi en inversant la tendance actuelle à la concentration de ses effectifs dans les métropoles, en lien avec les pouvoirs publics.

La contribution de l'entreprise à un rééquilibrage des territoires devrait également être un objectif à inclure dans le nouveau cadre tarifaire.

Cette logique de renforcement de la présence « physique » du distributeur sur ses sites actuels de proximité aurait de fait un impact positif sur la maîtrise des coûts en réduisant les déplacements et les charges immobilières, et en renforçant la capacité d'action concrète d'ENEDIS.

Les nouvelles technologies et formes organisationnelles de travail rendent possibles ces évolutions souhaitables sur le plan social car facteurs d'amélioration des conditions de vie et environnementale.

En conclusion :

- Nous considérons que le prochain tarif doit inciter le Distributeur à réinvestir les Territoires et lui permettre d'engager un projet massif d'investissement dans le réseau Basse Tension, incluant une évolution du distributeur vers un rôle de responsable d'équilibre
- Le Tarif doit être construit sur une vision plus « long terme » et ne pas inciter le distributeur à privilégier une rentabilité financière immédiate.
- Un contrôle du respect par le distributeur des trajectoires négociées pour établir le tarif doit être instauré.
- Les solutions innovantes ne peuvent se substituer aux investissements « classiques » sur le réseau si on veut s'assurer de leur efficacité
- La dimension sociale ne peut être absente des réflexions de la CRE

La défense, le 27 mars 2019

P/O Le Collectif CGT Enedis - Etienne POIREL

etienne.poirel@enedis.fr (06.60.54.03.07)